

TABLE DES MATIÈRES

Préface	7
Sommaire.....	9
Liste des principales abréviations	11
Introduction générale	15

PREMIÈRE PARTIE CONVERGENCE SUR LE PLAN DE L'IDENTIFICATION DES PRINCIPES DIRECTEURS DU DROIT DES CONTRATS

Titre I - Manifestation de la convergence	37
Chapitre préliminaire - Opportunité de la consécration de principes directeurs	39
Section 1 - Estimation des avantages et des inconvénients.....	39
I. Les avantages.....	39
II. Les inconvénients.....	42
Section 2 - Évaluation	44
Conclusion du chapitre préliminaire	46
Chapitre I - Droits français, européen et international : une convergence en cours	47
Section 1 - Le principe directeur de la liberté contractuelle	50
I. Le droit français.....	50
A. Droit positif.....	50
B. Droit prospectif	52
II. Le droit européen	53
III. Le droit international	55
Section 2 - Le principe directeur de la loyauté contractuelle	55
I. Le droit français.....	55
A. Droit positif.....	55
B. Droit prospectif	56
II. Le droit européen	57
III. Le droit international	58
Section 3 - Le principe directeur de la sécurité contractuelle	60
I. Le droit français.....	61
A. Droit positif.....	61
B. Droit prospectif	62
II. Le droit européen	63
III. Le droit international	64
Conclusion du chapitre I.....	65
Chapitre II - Droits libanais, européen et international : une convergence possible.....	67
Section 1 - Possibilité théorique d'induire les mêmes principes directeurs.....	67
I. Les règles s'inspirant de l'idée de liberté contractuelle	67

A.	L'article 166 du COC.....	67
B.	Les règles relatives à la formation du contrat	68
1.	La période précontractuelle.....	68
2.	La conclusion du contrat	69
C.	Les règles relatives à l'exécution du contrat.....	70
II.	Les règles s'inspirant de l'idée de loyauté contractuelle.....	70
III.	Les règles s'inspirant de l'idée de sécurité contractuelle.....	72
A.	La force obligatoire du contrat.....	73
1.	La force obligatoire à l'égard des parties : le rejet de l'anéantissement unilatéral du contrat	73
2.	La force obligatoire à l'égard du juge : la limitation du domaine de la révision judiciaire du contrat.....	73
3.	La force obligatoire à l'égard du législateur : le jeu des conflits de loi dans le temps	74
B.	L'effet relatif du contrat	74
C.	L'exécution des obligations telles qu'elles ont été prévues par le contrat	74
Section 2 -	Proposition de principes directeurs du droit libanais des contrats	76
I.	Le principe directeur de la liberté contractuelle	76
A.	La portée éventuelle du principe directeur de la liberté contractuelle ..	77
1.	Liberté de contracter ou de ne pas contracter	77
2.	Liberté de choisir son cocontractant	78
3.	Liberté de déterminer le contenu du contrat	79
4.	Liberté de déterminer la forme du contrat	79
5.	Liberté des parties de modifier ou de mettre un terme au contrat.....	80
6.	Respect de la liberté et des droits des tiers.....	80
B.	Les éventuelles exceptions au principe directeur de la liberté contractuelle.....	81
C.	Texte proposé	81
II.	Le principe directeur de la loyauté contractuelle	82
A.	À quelles phases du processus contractuel la loyauté contractuelle devrait-elle être exigée ?.....	83
B.	Est-il nécessaire de détailler les applications du principe de la loyauté contractuelle ?.....	84
C.	Est-il nécessaire d'affirmer le caractère impératif du principe ?	85
D.	Est-il utile de préciser le critère de la bonne foi ?.....	85
E.	Texte proposé	86
III.	Le principe directeur de la sécurité contractuelle	87
A.	La portée éventuelle du principe directeur de la sécurité contractuelle ..	87
1.	Force obligatoire du contrat	87
a.	Le respect des devoirs s'induisant du principe de la loyauté contractuelle	88
b.	L'interdiction faite aux parties de modifier le contrat ou d'y mettre fin unilatéralement	88
α.	Sur l'utilité de la précision.....	88
β.	Sur la place de la précision	89
γ.	Sur la formulation de la précision.....	89
c.	L'imprévision.....	90

d. Les conflits de lois dans le temps.....	90
2. Effets du contrat à l'égard des tiers.....	90
3. Droit à l'exécution	91
4. Faveur pour le contrat	92
B. Texte proposé	93
Conclusion du chapitre II.....	94
Conclusion du titre I	94
Titre II - Facteurs de la convergence	97
Chapitre I - Facteur logique : le raisonnement par induction	99
Section 1 - Exposé du raisonnement par induction	99
I. La notion d'induction	99
II. L'induction, clé de la distinction entre principe directeur du droit des contrats et règle de ce droit.....	101
A. Le degré de généralité, critère de la distinction	102
1. Une confusion à écarter.....	102
2. Une distinction possible	104
B. Les caractères de la généralité.....	106
1. Aptitude à générer d'autres règles de droit	107
2. Supériorité hiérarchique.....	108
3. Universalité	109
Section 2 - Conséquence de la mise en œuvre du raisonnement par induction, illustration pratique.....	110
I. Les limites de la liberté de déterminer le contenu du contrat	111
II. La violence	112
Conclusion du chapitre I.....	114
Chapitre II - Facteur politique : la concordance des objectifs généraux du droit des contrats.....	115
Section 1 - Réalisation des intérêts privés.....	116
I. L'intérêt privé et l'anéantissement du contrat	118
A. Anéantissement partiel.....	118
1. En droits internes	118
a. Clauses restrictives de responsabilité.....	118
b. Clauses abusives.....	119
2. En droits européen et international	120
a. Clauses restrictives de responsabilité.....	120
b. Clauses abusives.....	121
B. Anéantissement total	121
1. Anéantissement du contrat imparfaitement formé	121
a. En droits internes.....	121
α . Les règles relatives à la validité du consentement.....	121
β . Les règles relatives à l'objet	123
γ . Les règles relatives à la cause	125
b. En droits européen et international	126
α . Les règles relatives à la validité du consentement.....	126
β . Les règles qui se substituent à celles relatives à l'objet et à la cause	127
2. Anéantissement du contrat imparfaitement exécuté	128

a.	En droits internes.....	128
α.	L'inexécution non imputable au débiteur	129
β.	L'inexécution imputable au débiteur	129
b.	En droits européen et international	131
α.	L'inexécution non imputable au débiteur	132
β.	L'inexécution imputable au débiteur	132
II.	L'intérêt privé et la survie du contrat	133
A.	Survie du contrat imparfaitement formé	133
1.	En droits internes	134
a.	Les règles relatives à la validité du consentement	134
b.	Les règles relatives à l'objet et à la cause	135
2.	En droits européen et international	135
B.	Survie du contrat imparfaitement exécuté.....	136
1.	En droits internes	136
a.	L'inexécution non imputable au débiteur	136
b.	L'inexécution imputable au débiteur	137
2.	En droits européen et international	138
a.	L'inexécution non imputable au débiteur	138
b.	L'inexécution imputable au débiteur	139
	Section 2 - Respect de l'intérêt général.....	140
I.	En droits internes	141
A.	L'ordre public et les bonnes mœurs en tant qu'expressions de l'intérêt général	141
1.	L'ordre public	141
2.	Les bonnes mœurs.....	144
B.	La mesure de la conformité du contrat à l'intérêt général.....	144
1.	Le contrôle de la licéité de l'objet.....	145
2.	Le contrôle de la licéité de la cause	147
II.	En droits européen et international.....	148
A.	La prise en considération de l'intérêt général des États : l'intervention des lois de police.....	149
B.	La prise en considération de l'intérêt général de la communauté internationale des commerçants : l'ordre public transnational	151
	Conclusion du chapitre II.....	157
	Conclusion du titre II.....	157
	Conclusion de la première partie	158

SECONDE PARTIE
DIVERGENCE SUR LE PLAN DE LA MISE EN ŒUVRE
DES PRINCIPES DIRECTEURS DU DROIT DES CONTRATS

Titre I -	Manifestation de la divergence.....	165
Chapitre I -	Renforcement des principes directeurs de la liberté et de la loyauté contractuelles	167
Section 1 -	Renforcement du principe directeur de la liberté contractuelle	167
I.	Renforcement de la teneur de la liberté contractuelle	167
A.	Renforcement sur le plan des règles de forme	167
1.	Renforcement de la liberté de la preuve.....	168

2.	Renforcement de la liberté de la forme	170
B.	Renforcement sur le plan des règles de fond.....	174
1.	Liberté de choix de la loi applicable	174
2.	Renforcement de la liberté de détermination du contenu	175
3.	Assouplissement des conditions de fond exigées pour la formation du contrat.....	178
II.	Diversification des modalités de l'exercice de la liberté contractuelle : émergence de la liberté unilatérale	183
A.	Liberté unilatérale dans la détermination du contenu du contrat	184
B.	Liberté unilatérale dans l'anéantissement du contrat invalide, déséquilibré ou inexécuté	189
1.	Liberté unilatérale dans l'annulation du contrat invalide ou déséquilibré	189
2.	Liberté unilatérale dans la résolution du contrat inexécuté.....	193
Section 2 -	Renforcement du principe directeur de la loyauté contractuelle	201
I.	Changement de statut de la loyauté contractuelle	202
A.	La loyauté contractuelle, à la tête des dispositions régissant les contrats.....	202
B.	La loyauté contractuelle, expressément exigée à tous les stades du processus contractuel	205
II.	Émergence d'applications de la loyauté contractuelle inconnues dans les droits internes	208
A.	Obligation de réagir	209
1.	Notification du contractant de la survenance de circonstances rendant l'exécution temporairement ou définitivement impossible.....	209
2.	Exigence d'une réaction juridique à toute violation du contrat par le cocontractant	211
a.	Déchéance du droit de demander l'exécution en nature	211
b.	Déchéance du droit de résoudre le contrat	212
B.	Obligation de mitiger les dommages.....	214
Conclusion du chapitre I.....		218
Chapitre II -	Aménagement du principe directeur de la sécurité contractuelle ..	221
Section 1 -	Atténuation de la force obligatoire du contrat	221
I.	Exposé de l'atténuation	222
A.	L'imprévision dans les droits internes	222
1.	En droit français	223
2.	En droit libanais	225
B.	L'imprévision dans les droits européen et international	227
1.	Assouplissement du rejet de la révision judiciaire pour imprévision par la jurisprudence arbitrale ?.....	227
2.	Consécration de la révision judiciaire pour imprévision par les instruments européens et internationaux	229
a.	Consécration implicite par la Convention de Vienne ?.....	229
b.	Consécration expresse par les codifications doctrinales	230
II.	Appréciation critique.....	231
Section 2 -	Renforcement de la faveur pour le contrat et de la protection des attentes raisonnables des parties	234
I.	Renforcement de la faveur pour le contrat	234

A.	Exposé de la doctrine appelant à la consécration d'une règle matérielle de validité des contrats internationaux	235
B.	Tendance à la sauvegarde de certains contrats annulables.....	236
1.	Sauvegarde du contrat entaché d'un vice du consentement.....	236
a.	Codifications doctrinales.....	236
b.	Jurisprudence arbitrale	238
2.	Sauvegarde du contrat incomplet.....	240
3.	Sauvegarde du contrat illicite ou immoral	242
4.	Sauvegarde du contrat par le jeu des conflits de lois	244
a.	En l'absence d'un choix de loi	245
b.	En présence d'un choix de loi	246
C.	Reconnaissance au débiteur d'un droit de correction de l'inexécution	247
II.	Renforcement de la protection des attentes raisonnables des parties.....	250
A.	Adoption du système de la réception pour la détermination du moment de la formation du contrat.....	250
B.	Aménagement des règles relatives à la révocation abusive de l'offre	253
1.	Dans le droit européen : admission de la réparation en nature du dommage résultant de la révocation abusive de l'offre	253
2.	Dans les droits européen et international : ajout d'un nouveau cas dans lequel l'offre est considérée comme irrévocable	254
	Conclusion du chapitre II.....	255
	Conclusion du titre I	257
	Titre II - Facteurs de la divergence	259
	Chapitre I - <i>A priori</i> : existence de besoins propres du commerce international	261
	Section 1 - Réalité de l'existence de besoins propres du commerce international appelant une adaptation des règles du droit interne des contrats	261
I.	Explication théorique de l'existence de besoins propres du commerce international appelant une adaptation des règles du droit interne des contrats.....	261
II.	Constat de l'existence en pratique de besoins propres du commerce international appelant une adaptation des règles du droit interne des contrats.....	263
A.	Exemples historiques	264
B.	Emploi de l'expression « besoins propres du commerce international » et d'expressions similaires.....	264
C.	Consistance probable de la notion de « besoins propres du commerce international »	266
1.	Remédier à l'insuffisance et/ou à l'inadaptation des droits nationaux	267
2.	Renforcer l'efficacité et la rapidité des transactions	271
Section 2 - Relativisation de l'existence de besoins propres du commerce international appelant une adaptation des règles du droit interne des contrats.....		273
I.	Les « besoins propres du commerce international » : une formule « fourre-tout ».....	273

A.	Une notion aux contours imprécis et au contenu variable	274
B.	Une notion discutable qui ne justifie pas toujours la divergence	275
II.	L'influence des droits européen et international des contrats sur les droits nationaux	276
A.	Influence générale des droits européen et international des contrats sur les droits internes	278
1.	Influence du droit européen	278
2.	Influence du droit international	279
B.	Influence des droits européen et international sur les droits français et libanais des contrats	282
1.	Influence des droits européen et international sur le droit positif français des contrats	283
2.	Influence des droits européen et international sur les droits prospectifs français et libanais des contrats	283
	Conclusion du chapitre I	286
	Chapitre II - Influence des droits nationaux étrangers aux droits français et libanais	287
	Section 1 - Le souci d'harmonisation ouvrant la voie à l'influence des droits nationaux étrangers aux droits français et libanais	287
I.	Les efforts d'harmonisation du droit des contrats à l'échelle européenne et internationale	287
A.	L'harmonisation européenne du droit des contrats	288
B.	L'harmonisation internationale du droit des contrats	291
II.	L'influence des droits nationaux étrangers aux droits français et libanais comme conséquence naturelle du souci d'harmonisation du droit des contrats	292
A.	L'influence des droits nationaux étrangers, conséquence naturelle du souci d'harmonisation du droit européen des contrats	294
B.	L'influence des droits nationaux étrangers, conséquence naturelle du souci d'harmonisation du droit international des contrats	296
	Section 2 - La réalité de l'influence des droits nationaux étrangers aux droits français et libanais : importation de solutions venues d'ailleurs	297
I.	La théorie de l'imprévision	298
II.	L'anéantissement unilatéral du contrat	302
A.	La nullité unilatérale	302
B.	La résolution unilatérale	303
III.	La théorie de la « mitigation of damages »	305
	Conclusion du chapitre II	307
	Conclusion du titre II	308
	Conclusion de la seconde partie	309
	Conclusion générale	311
	Bibliographie	315
	Index	341
	Table des matières	343